

Centre-ville : les cinémas en bonne santé p. 4

VIVA CITÉ

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

NUMÉRO 123 - DU 25 MAI AU 4 JUIN 2012 - 1,50 EURO

Croissance in vitro

Trente ans d'investissements
dans la recherche médicale
portent leurs fruits

La route du Rhin s'humanise

Entre la place de l'Etoile et Kehl naît un boulevard urbain désormais interdit aux camions en transit.

SUR le chantier des Jardins de l'Écopôle, au Bruckhof, les dix ouvriers qui s'affairent se protègent soudain le visage. Le coup de vent qui vient de balayer l'avenue du Rhin a projeté un nuage de poussière dans leur direction. Mais il n'a pas tout à fait levé le voile sur le nouveau visage de cette voie.

Si la requalification de cet axe en « boulevard urbain » est bientôt achevée, les ouvriers employés sur les nombreux chantiers qui bordent l'avenue ne sont pas près de ranger leurs outils. « C'est la pagaille, c'est sûr. Mais, il vaut mieux attendre la fin des travaux pour juger », affirme Muriel Campione, une riveraine née à Neudorf il y a une quarantaine d'années.

« C'était le bordel avant. Et c'est toujours le bordel », s'amuse quant à lui Vincent Philippe, un riverain. Avant ? « C'était impossible à traverser, se souvient-il. Ah, les camions, ça y allait... »

A dater du 22 mai 2012, un arrêté municipal interdit le transit des poids-lourds de plus de six tonnes le long de l'avenue du Rhin, entre le pont Vauban et le pont de l'Etoile. Seuls les camions desservant Strasbourg peuvent désormais l'emprunter. Les autres devront contourner l'agglomération.

Pour faire respecter l'arrêté, une bande d'arrêt a été aménagée au niveau de la rue de Nantes afin de contrôler la destination des poids-lourds. Attendu par les riverains depuis plusieurs années déjà, cet arrêté achèvera de donner à l'ancienne route du Rhin, dénommée ainsi jusqu'en juin 2011, sa nouvelle apparence. La volonté de requalifier l'avenue du Rhin en boulevard urbain était déjà à l'ordre du jour de l'ancienne municipalité. Ce n'est qu'à partir de 2009, lorsque la Ville s'est vue rétrocéder la route, que le projet a pu prendre forme.

« Un fleuve de piranhas »

« Il n'y a pas de définition précise du boulevard urbain, c'est à la fois un concept et une forme urbaine », explique Jean-Marc Biry, le directeur général du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), une association qui assiste notamment les collectivités. « Avec beaucoup de plantations et des flux de véhicules séparés, c'est surtout une ambiance », complète Lilian



Malgré la réduction de la taille des quatre voies, la densité de la circulation reste importante et gêne encore les déplacements des piétons et des vélos.

Broulot, chef de projet au sein de l'entreprise de BTP Egis, qui a aménagé le tronçon pont Vauban-pont de l'Europe.

Pour aboutir à cette « ambiance », les quatre voies ont d'abord été rétrécies. Elles ont laissé la place à un terre-plein central sur lequel de la végétation a été introduite. Sa largeur – 14 mètres – a été pensée pour accueillir un transport en commun, mais « rien n'est prévu aujourd'hui », assure-t-on du côté de la mairie.

En bordure, les trottoirs ont été élargis et des pistes cyclables aménagées. Il a, enfin, fallu intégrer l'avenue à son quartier. Des passages piétons ont été dessinés et des feux tricolores posés à la fois pour ralentir les voitures et faciliter la traversée de l'axe.

Certains des riverains restent sceptiques devant la métamorphose de l'axe Strasbourg-Kehl. Malgré une évolution incontestable, Clarisse Sieffert, présidente de l'association Pour Neudorf, continue de voir dans l'avenue du Rhin une route « dangereuse ».

« C'est un fleuve de piranhas », s'exclame Franck Dautel, le directeur de

l'Amicale des commerçants, artisans et détaillants de Neudorf. Habitant le quartier depuis 15 ans, il pointe du doigt les difficultés qu'éprouvent les riverains à traverser la rue sereinement, notamment au niveau du centre commercial Rivétoile. « C'est clair qu'il y a des aménagements à faire à ce niveau-là », explique Philippe Bies (PS), adjoint de Neudorf en charge du dossier. Les travaux sur le tunnel de l'Etoile en 2013 seront l'occasion d'y réfléchir. »

Urbanisation massive

La mutation de la route du Rhin s'insère dans le projet, plus large, d'urbanisation des fronts de Neudorf. Soucieuse d'éviter l'étalement urbain, la municipalité strasbourgeoise ambitionne d'installer logements, bureaux et équipements en lieu et place des anciennes friches portuaires.

D'ici quelques années, l'érection de l'écoquartier Danube et des Jardins de l'Écopôle au Bruckhof va changer la physionomie de l'avenue du Rhin. Construit sur près de 85 000m² à l'est du Vaisseau, le premier abritera 750 logements, dont

50% de logements sociaux. Des bureaux, des commerces et des locaux pour PME, longeront l'ancienne RN4, répartis sur 20 000m². Et formeront une sorte d'écran sonore pour protéger les habitants des nuisances liées au trafic.

Plus à l'est, le quartier du Bruckhof respectera la même disposition. 657 logements, dont près d'un tiers réservés aux étudiants, s'étendront sur 38 900m². Au pied des immeubles, 4900 m² de bureaux et de commerces sont prévus. En conjuguant logements privés, logement sociaux, commerces et bureaux, la Ville entend, selon Philippe Bies, créer « une cité sociale » tout en favorisant une « mixité professionnelle ».

« Jamais une petite rue »

Outre la sécurité, l'urbanisation de Neudorf pose la question du trafic. « Cela amènera plus de voitures, c'est incontestable », reconnaît l'adjoint de Neudorf. Quid, dès lors, du bien-être des habitants ? Là encore, l'adjoint au maire tente de rassurer : « Les logements ne seront pas orientés vers la route du Rhin. » Seuls les com-

merces ou les bureaux seront tournés vers l'avenue.

Par ailleurs, pour limiter les nuisances d'un trafic qui restera intense, le double vitrage — voire le triple — sera de rigueur pour les nouveaux logements. Et Philippe Bies de préciser : « L'avenue du Rhin ne deviendra jamais une petite rue. On sait qu'elle restera un axe structurant de Strasbourg et qu'elle conservera une circulation importante. »

Aucun objectif chiffré de réduction du trafic n'a d'ailleurs été fixé. Reste que Philippe Bies attend de l'arrêté municipal qu'il provoque une « baisse sensible » du trafic des poids-lourds sur la route du Rhin. En 2011, près de 3800 camions ont chaque jour franchi le tunnel de l'Etoile.

Pour l'heure, avec ses nombreux chantiers et sa végétation encore balbutiante par endroit, l'avenue du Rhin n'a de « boulevard urbain » que le nom. « Tout élément urbain ne se fait pas en dix ans, tempère Jean-Marc Biry. Il faudra vérifier la réalisation de ce concept dans les années à venir. »

RAPHAËL BADACHE
RÉMY DODET

Alliance tous risques

Dans la troisième circonscription du Bas-Rhin, le député UMP André Schneider pourrait profiter du redécoupage électoral malgré une candidature unique entre le PS et EEVL.

CE sera difficile, mais j'y crois. » Alors qu'elle se présente pour la cinquième fois à la députation dans le Bas-Rhin, sans succès jusqu'ici, l'écologiste Andrée Buchmann (EELV), conseillère régionale et municipale de Schiltigheim, est confiante mais reste réaliste. Les élections législatives des 10 et 17 juin s'annoncent délicates pour la gauche dans cette circonscription de Strasbourg Nord, l'une des deux du Bas-Rhin, avec celle de Sélestat, où se présente un candidat écologiste soutenu par le PS. Au second tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy y a recueilli 52,4% des voix, contre 47,6% pour François Hollande. Au premier tour, Eva Joly avait réalisé un peu moins de 3% des voix sur l'ensemble des cantons de la circonscription.

Ce faible score de la candidate écologiste a servi d'argument à Raphaël Nisand, maire PS de Schiltigheim et conseiller général, pour expliquer qu'Andrée Buchmann ne pourrait pas faire gagner la gauche. L'édile schilikois s'était déclaré candidat, le 8 mai, avant d'annoncer, une semaine plus tard, son retrait, le justifiant officiellement par le risque de diviser la gauche. « Les écologistes ont fait 3% au premier tour de l'élection présidentielle dans la circonscription, expliquait-il avant de se retirer. Nous allons donc devoir récupérer 47% des voix. C'est presque impossible. Je pense être plus rassembleur et mieux implanté. »

Le poids du redécoupage électoral

« Avec Nisand comme candidat unique, c'est sûr que nous aurions eu plus de chances de battre la droite », commente un militant socialiste. Un autre abonde : « Cet accord plombe un peu nos chances de succès, notamment compte tenu du redécoupage électoral de 2010... Avant de nuancer : Mais il a eu raison de retirer sa candidature. Ce n'était pas très classe quand même. »

Le redécoupage électoral revient dans toutes les bouches lorsque l'on évoque les chances d'une victoire de la gauche. En 2010, la troisième circonscription a été amputée du quartier de HautePierre, traditionnellement favorable à la gauche, et a récupéré les villes de Reichstett et



Andrée Buchmann (à gauche), candidate d'Europe Ecologie-Les Verts, distribue des tracts devant un supermarché de Bischheim.

Souffelweyersheim, historiquement à droite. Au deuxième tour des élections régionales de mars 2010, l'UMP a obtenu dans ces deux villes entre 52 et 55% des voix, contre 34 à 36% pour le PS. Et Nicolas Sarkozy y a réalisé un score compris entre 63 et 66% au second tour de la présidentielle.

« C'est le point noir, accuse Andrée Buchmann. Ce redécoupage a été fait uniquement pour servir André Schneider. Ses amis ont voulu lui offrir une belle circonscription. Mais ça ne doit pas être un argument avancé par mes alliés socialistes pour dire que le combat est perdu d'avance ou que Raphaël Nisand aurait eu plus de chances de gagner que moi. »

Une suppléante socialiste

Ce redécoupage a également eu des conséquences sur la négociation de la circonscription que le Parti socialiste voulait céder aux écologistes. Ces derniers souhaitaient récupérer la deuxième circonscription de Strasbourg, dont le député est Jean-Philippe

Maurer (UMP). Elle est l'une des rares du département où François Hollande a devancé Nicolas Sarkozy le 6 mai dernier.

Considérant qu'ils avaient plus de chances de gagner sur cette circonscription, les socialistes ont préféré soutenir leur candidat, Philippe Bies, adjoint au maire de Strasbourg, et présenter une candidature commune avec Europe Ecologie-Les Verts sur la troisième. Les dirigeants des deux partis ont alors décidé de présenter une femme afin de respecter la parité.

Andrée Buchmann aura même comme suppléante Zoubida Naïli, conseillère municipale PS de Bischheim. Celle-ci a accepté tardivement la proposition, le 11 mai. En 2007, Zoubida Naïli représentait le PS dans la circonscription de Strasbourg Nord. Elle avait obtenu 42% des voix au second tour face à André Schneider. « J'avais même fait plus de 20% au premier tour et Andrée Buchmann 5% », ironise-t-elle.

Mais l'élue de Bischheim préfère se concentrer sur la dynamique de rassemblement. « Les militants sont avec

nous, estime-t-elle. Même si, pour une minorité, la pilule a du mal à passer. Nous ne devons pas nous retrouver dans la situation de 1997 où l'on avait dû appeler à voter pour André Schneider pour faire barrage au Front national. »

Un son de cloche que l'on entend aussi chez les militants. « Tous les socialistes de la troisième circonscription ne sont pas forcément écolo-compatibles. Mais de manière assez positive depuis l'entrée en campagne du ticket Buchmann-Naïli, il y a une adhésion qui dépasse tous les clivages », estime Richard Sancho, secrétaire de la section socialiste de Bischheim et président du comité de soutien d'Andrée Buchmann.

« On peut vraiment gagner »

La circonscription conserve des quartiers et des villes ancrés à gauche comme le Wacken ou Schiltigheim et d'autres plus à droite comme la Robertsau ou Hoenheim. Et le travail militant effectué dans ces secteurs par les écologistes depuis les dernières élections municipales

de 2008 donne confiance à Andrée Buchmann.

« On est par exemple très bien implanté à Cronenbourg. C'est le canton qui donne à François Hollande le score le plus élevé au premier tour. On peut vraiment gagner, car il y a un vote écolo à la Robertsau, à Schiltigheim et à Bischheim », affirme la candidate verte, dont le score en 2007, « bien que peu élevé, montre que les électeurs sont attentifs aux questions écologiques. L'écologie ne sera pas un repoussoir, assure-t-elle. On est des écolos populaires, nous travaillons avec les cités comme à Schiltigheim et avec les quartiers bourgeois comme à la Robertsau. »

« Ça va le faire, affirme un militant vert. Sur Bischheim, par exemple, il y a une percée de la gauche par rapport à 2007 où Sarkozy arrivait largement en tête. Là, Hollande avait cinq points d'avance sur Sarkozy au premier tour », (29% contre 24%, ndlr). Les écologistes partagent donc l'enthousiasme de celle qui était déjà candidate dans la troisième circonscription, en 1981, à l'âge de 25 ans.

MAXIME COLTIER
ANTOINE IZAMBARD

Deux étudiants ont été jugés le 10 mai par le tribunal correctionnel de Strasbourg, pour violence et outrage en état d'ivresse à l'encontre de policiers.

« JE VOUS FERAI LA PEAU »

M^e Mickaël Wacquez fait les cent pas à l'entrée de la salle 29 du tribunal correctionnel de Strasbourg. « On va jouer serré », lâche-t-il quelques minutes avant que son client ne comparaisse. Dimanche 15 janvier, Sadia K., 19 ans, refuse de se prêter à un contrôle d'identité alors qu'il se trouve dans sa voiture, avenue de Normandie, dans le quartier de la Meinau. Le ton monte rapidement entre les trois policiers présents et l'étudiant en fac de sociologie. Ce dernier sort de son automobile et donne à l'un d'eux un coup de coude au menton avant de cracher aux pieds d'un autre. Face au flashball que brandit l'un des policiers, il remonte dans son véhicule en hurlant : « Je vais vous crever, je vais vous crever ! Je vous retrouverai et je vous ferai la peau ! » Cette attitude vaut au prévenu d'être poursuivi pour outrage à l'encontre d'une personne dépositaire de l'autorité publique, violence suivie d'une incapacité n'excédant pas huit jours, rébellion et menace de mort réitérée.

A la barre, Sadia K., grand et costaud, chemise blanche, gilet bleu, répond d'une voix calme et assurée aux questions qui lui sont posées. « Je n'ai rien à me reprocher. Cette affaire est une coalition contre moi », rétorque-t-il à Jean-Philippe Ghnassia, jeune représentant du ministère public. « Vous ne reculez devant rien », lui lance ce dernier.

Quelques minutes plus tard, M^e Wacquez insiste sur le passé de son client, « vierge de toute condamnation pour faits de violence ». Et de pointer du doigt le comportement des forces de l'ordre, les accusant d'avoir procédé à un contrôle au faciès de son client : « Le contrôle a été fait dans des conditions non proportionnées et en toute impunité. Il a été pris à partie par les policiers. Qui croire entre les policiers et mon client ? »

Absent au moment du rendu du jugement, Sadia K. écope de six mois de prison avec sursis et de 1400 euros de dommages et intérêts à verser aux trois policiers.

Deuxième affaire et second cas de violence envers un policier. Guillaume B., 24 ans, étudiant en géographie, est également poursuivi pour avoir frappé et insulté un policier. Le jeune homme doit répondre, ce jeudi, de faits commis dans la nuit du 1^{er} janvier, rue Mercière à Strasbourg. Allongé sur la chaussée, en état d'ébriété, il tient des propos antisémites et frappe un policier qui lui demande de quitter la rue. Déjà condamné, en mai 2011, pour outrage à l'encontre d'une personne dépositaire de l'autorité publique, alors qu'il était ivre, Guillaume B. fait, devant le tribunal, son mea culpa. « J'ai un problème de comportement avec l'alcool. Dans ma famille, l'alcool et la violence sont banals. Je demande votre indulgence car je vous jure que ne suis pas antisémite. »

Après une dizaine de minutes d'audience et une brève plaidoirie de son avocat, Guillaume B. est condamné pour outrage et violence, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et à 600 euros de dommages et intérêts.

ANTOINE IZAMBARD

Incrévables écrans

Contrairement aux idées reçues, les cinémas du centre-ville affichent une bonne santé.

SUR la page web du Star, on peut lire : « Merci à tous, vous avez sauvé le cinéma Star ! » Confronté en avril dernier à un problème de réévaluation de son loyer, avec un arriéré à payer de près de 200 000 euros, le cinéma d'art et d'essai a bien failli mettre la clé sous la porte. Mais les spectateurs fidèles ont été nombreux à se mobiliser pour soutenir le cinéma. Avec près de 65 000 euros de dons, ils sont même devenus les principaux bienfaiteurs du Star qui s'en est sorti de justesse.

Une mésaventure qui, pourtant, n'est pas un signe de déclin du modèle de cinéma de centre-ville. Bien au contraire. Les quatre cinémas (le Star, le Star Saint-Exupéry, le Vox et l'Odyssée) sont même en bonne santé. « Depuis dix ans, les deux Star affichent des chiffres de fréquentation stables, indique Flore Tournois, directrice d'exploitation du Star. 160 000 entrées par an pour le Star, 180 000 pour le St-Ex. » Mickael Ponchon, directeur d'exploitation du Vox, confirme la tendance : « Notre fréquentation pour 2011 a été de 235 000 entrées, et nous prévoyons une hausse de 10% en 2012. »

Quant à l'Odyssée, cinéma soutenu par la Ville de Strasbourg, il se maintient depuis une douzaine d'années à environ 57 000 entrées par an. Des résultats plus qu'encourageants.

David contre Goliath

En périphérie du centre, le complexe de l'UGC Ciné Cité suit le même mouvement. La direction se félicite d'avoir eu plus d'1,9 million d'entrées en 2011. « On est certes concurrents, mais on est aussi partenaires, affirme Gilles Florissi, directeur de l'UGC. On a besoin que tout le monde se porte bien et on ne gagnerait rien à voir un autre cinéma disparaître. L'appauvrissement de l'offre cinématographique n'est jamais réjouissant. »

La survie du modèle de cinéma de centre-ville n'était pourtant pas évidente lorsque l'UGC Ciné Cité a ouvert ses portes en novembre 2000. Le jour de son inauguration, René Letzgs, à l'époque exploitant du Star, avait même recouvert d'un drap noir les affiches de son cinéma en signe de protestation et de deuil. Le combat de David contre Goliath commençait. Car plus qu'un nouveau concurrent, l'UGC marchait, selon lui, sur ses plates-bandes : « Sur quatre



Pour la sortie du dernier Tim Burton, une cinquantaine de spectateurs attendaient encore devant le Star Saint-Exupéry dix minutes avant le début du film, également diffusé au Vox et à l'UGC.

films qui sortent prochainement, il y en a deux importants qui vont au Ciné Cité. Moi, on me refille les petits... », avait-il déclaré dans les DNA du 29 novembre 2000.

Dans les deux mois qui ont suivi l'ouverture du multiplexe, les deux cinémas grand public (le Vox et le Star Saint-Exupéry) « ont vu leur fréquentation chuter de 40% tandis que les salles d'art et d'essai ont enregistré 15% d'entrées en moins » écrivait le journal Libération le 31 janvier 2001.

Quant à Faruk Gunaltay, directeur de l'Odyssée, il a préféré laisser passer l'orage. Pour lui, les 22 nouvelles salles de l'UGC n'entraient pas forcément en concurrence avec les écrans du centre-ville : « Je pars du principe que si on augmente l'offre, la demande finit par suivre. Alors que pour les autres cinémas du centre-ville, l'arrivée de l'UGC représentait une part du gâteau en moins. »

Cultiver leur différence

Une sérénité pas si surprenante pour le directeur d'un cinéma qui n'était pas en grand danger. « Le Ciné Cité n'est pas une menace et ne l'a jamais été, confirme Faruk Gunaltay, car nous ne jouons pas dans la même division. Nous avons une programmation différente et plus pointue. » Avec plus de 60% de films européens, l'Odyssée marque clairement sa différence avec l'UGC, qui affiche près de 50% de films américains.

Après la panique générale, les autres cinémas du centre-ville ont cherché à cultiver leur différence, à ouvrir

l'éventail des offres. « Le Star a augmenté le nombre de sorties hebdomadaires et développé des festivals. Aujourd'hui, nous diffusons près de 350 films par an », explique Flore Tournois. Les séances spéciales et les rencontres avec les réalisateurs dopent également la fréquentation. Le Star Saint-Exupéry, quant à lui, s'est tourné depuis une dizaine d'années vers les films en VO sous-titrés qui, pour certains spectateurs, font la différence.

Les subventions sont un autre coup de pouce aux cinémas du centre-ville. Si le Vox et le Star Saint-Exupéry réussissent à fonctionner sans argent public, les deux autres bénéficient d'aides non négligeables. L'Odyssée, en tant que cinéma géré par une délégation de service public, reçoit de la municipalité près de 185 000 euros, soit environ 30% de son chiffre d'affaires annuel. Le classement « Art et Essai » lui permet aussi de bénéficier de 16 000 euros de subventions, versées par le Centre national du cinéma (CNC), tout comme le Star qui reçoit 86 000 euros, soit 7,5% sur un chiffre d'affaires de 1,1 million d'euros.

Les résultats ont déjoué les pronostics d'il y a douze ans : la disparition tant redoutée des cinémas du centre-ville n'est aujourd'hui plus un sujet d'inquiétude.

Sauf pour les spectateurs, principaux garants de leur survie. Et leurs a priori sont bien ancrés. « Je viendrais dans ce cinéma, quoi qu'il arrive, martèle Andréa, 26 ans, adepte du Saint-Ex, dans la file d'attente du dernier Tim Burton. J'aime les cinémas de

centre-ville. L'UGC, c'est un supermarché qui cherche avant tout à faire de l'argent. »

Inquiétudes infondées

Quand on demande aux spectateurs si, selon eux, l'UGC écrase les cinémas de centre-ville, la réponse est quasi-unanime : « C'est certain », soupire Cécile, 53 ans, fidèle spectatrice du Star. Et pour preuve de rappeler le cas des anciens cinémas, le Club et le Méliès : « Ils ont disparu. » En réalité, ces deux cinémas de la rue du Vieux-Marché-aux-Vins ont fermé avant l'ouverture de l'UGC, en juillet 1999 et août 2000. Aujourd'hui, ils sont reconvertis en magasins de prêt-à-porter.

Pour Georges Heck, responsable du département audiovisuel et cinéma de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) : « Il est probable que le Club et le Méliès aient anticipé la concurrence à venir du complexe. Mais ils n'étaient déjà pas en superbe forme. » Quoi qu'il en soit, dans l'esprit général des Strasbourgeois, l'idée persiste : l'UGC dévore les plus petits.

Faruk Gunaltay, lui, prend le contrepied de ces préjugés : « Les complexes ont au moins l'avantage de faire revenir les gens au cinéma, reconnaît-il. La vraie question est de savoir si le cinéma va continuer d'exister en tant qu'art ou comme simple objet de divertissement à portée commerciale. Il n'y a aucune garantie, mais aucune fatalité non plus », sourit-il, visiblement confiant.

MÉLINA FACCHIN
JULIE LARDON

Aires d'accueil, air de méfiance

*A la Robertsau, la rue du Hellwasser est devenue une zone d'affrontement.
En cause : l'installation d'une zone de stationnement pour les gens du voyage.*

EN choisissant le projet Hellwasser, la mairie enfreint la charte Natura 2 000. Les banderoles contestant le projet d'aire d'accueil des gens du voyage ont fleuri sur les clôtures des maisons qui bordent la route de la Wantzenau, dans le quartier de la Robertsau, à Strasbourg. En tête de l'opposition, un petit groupe de riverains a créé une association, la Robertsau, il y a quelques semaines. Ils ont aussi lancé une pétition qui a déjà recueilli 2000 signatures.

La présidente Alexandra Bieth, paysagiste et voisine de la route de la Wantzenau, use d'un argument écologique. « Cet endroit a été classé Zone Natura 2 000 (un label européen pour la valeur patrimoniale de la faune et la flore, ndlr) car beaucoup de plantes et d'insectes risquent de disparaître avec l'urbanisation. » Elle proteste aussi contre les futures conditions de vie offertes aux gens du voyage : « Ici, on se trouve près de l'ancienne station d'épuration, une zone contaminée par les rejets. La pollution est à l'origine d'odeurs désagréables. »

Et résume le sens de son action : « Nous ne sommes pas contre une aire, mais contre l'endroit choisi. Pourquoi ne pas la faire plus près du centre-ville, à côté de l'Orangerie ? »

Conflits récurrents

Cette opposition n'est pas nouvelle. Elle a été entendue lors de la création des aires d'accueil des gens du voyage de Schiltigheim et de Mundolsheim. Ces affrontements sont récurrents, comme le souligne un rapport de la Chambre régionale

des comptes d'Alsace datant de 2012. Et le texte de rappeler le principe du « pas dans mon arrière-cour », à l'origine de nombreux contentieux et recours. Un conflit a ainsi opposé Raphaël Nisand, maire de Schiltigheim (PS), à son homologue de Hoenheim. Située sur la commune de Schiltigheim, la nouvelle aire était placée en bordure de Hoenheim, ce qui avait déclenché la colère de son maire. La procédure s'était terminée devant le Conseil d'Etat. Parallèlement à la bataille juridique et administrative, la municipalité a effectué un travail pédagogique auprès des pêcheurs et des jardiniers, utilisateurs des terrains voisins de l'aire, située dans la zone industrielle de la Vogelau. « Je leur ai garanti qu'en cas de problème, la mairie serait à leurs côtés, souligne Raphaël Nisand. Nous sommes contents de nous être mis en conformité avec la loi. Cela nous autorise à lutter contre les stationnements sauvages. Le bilan est positif. »

Depuis la loi Besson de 1990, toute commune de plus de 5000 habitants doit prévoir des aires de stationnement pour les gens du voyage. Pour l'heure, la ville de Strasbourg n'en compte qu'une seule permanente, rue de Dunkerque au port du Rhin, avec 39 emplacements. Six autres aires permanentes sont réparties sur le territoire de la CUS : Eckbolsheim, Geispolsheim, Illkirch-Graffenstaden, Ostwald-Lingolsheim, Schiltigheim et Vendenheim. Elles totalisent 240 places, soit 66% des objectifs fixés par la CUS. Or, le manque d'aires d'accueil et les retards de réalisation ont un coût. Entre 2006 et 2010, la CUS a



ANASTASIA SEDUKHINA/CUEJ

dépensé 2 millions d'euros en frais de procédure et de nettoyage liés aux stationnements illégitimes ainsi qu'en frais d'aménagement de terrains d'accueil hivernal. Selon le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2011-2017, le nombre de places devrait être porté à 363 en 2017, c'est-à-dire 123 places supplémentaires pour un total de onze aires d'accueil. Les quatre nouveaux sites retenus sont Fegersheim, Bischheim-Hoenheim-La Wantzenau, Mundolsheim-Souffelweyersheim et la Robertsau à Strasbourg.

Le choix d'un terrain pour implanter une nouvelle aire est toujours délicat. D'après la seconde loi Besson du 5 juillet 2000, les aires ont « une vocation d'habitat » et doivent « garantir le respect des règles d'hygiène et de sécurité des gens du voyage et éviter les effets de relégation ». Or, selon le

rapport de la Chambre régionale des comptes d'Alsace, « les choix d'implantation des aires permanentes d'accueil ne correspondent pas rigoureusement aux préconisations ». L'aire de Geispolsheim est par exemple proche de lignes à haute tension et de l'autoroute. Celle de Strasbourg est, elle, exposée aux nuisances sonores. La plupart sont éloignées des équipements publics, ce qui ne facilite pas l'insertion sociale.

« Affrontement sérieux »

Ce choix appartient aux communes, tandis que le champ d'action du service des gens du voyage à la CUS se limite à la gestion et à l'aménagement des aires d'accueil. Dominique Steinberger, président de l'Association de recherche pédagogique ouverte en mi-

lieu tzigane, livre un constat similaire : « Quand on réside loin des habitations, c'est difficile de s'intégrer ». Lui-même membre de la communauté des gens du voyage, il n'est pas surpris par les contestations à la Robertsau. « Chaque création d'une aire fait face à énormément d'hostilité. Ici, l'affrontement est quand même assez sérieux. Donc on peut se demander si c'est pertinent d'y aller. »

Dans le même temps, Dominique Steinberger réfléchit aux moyens d'améliorer la cohabitation entre riverains et gens du voyage. « On pourrait, par exemple, organiser une journée portes ouvertes. Je pars du principe qu'on ne peut pas supprimer cette méfiance. Changer les mentalités est une utopie. Mais il faut montrer que les cultures ne s'opposent pas. »

AUDE MALARET
ANASTASIA SEDUKHINA

Pour respecter la loi, la CUS doit encore aménager 123 places de stationnement et d'accueil pour les gens du voyage.

Sur l'aire de « Dépose-reprise », les touristes attendent leur car.

PLACE DE L'ÉTOILE

« C'est très propre ici », remarquent Sina et Melanie, deux adolescentes du Bade-Wurtemberg, qui s'apprêtent à monter dans leur car. Des toilettes, un office du tourisme et un auvent qui permet de s'abriter en cas de pluie ou de chaleur. Voilà ce que propose le pavillon d'accueil de 360m² inauguré le 27 avril sur l'aire de « Dépose-reprise » de la place de l'Étoile, à Strasbourg.

Au printemps, jusqu'à 80 cars de touristes y transitent chaque jour. Les trois-quarts sont allemands. En cette fin d'après-midi, c'est l'heure des retours. De nombreux visiteurs s'arrêtent aux toilettes avant que leur car n'arrive. Un homme paraît perdu, devant le bâtiment

aux murs recouverts de panneaux de métal réfléchissant. Sa femme en sort avec le sourire.

Ce couple de Danois, qui séjourne une semaine en Forêt-noire, se réjouit de son excursion strasbourgeoise : « On a adoré l'eau et les arbres en centre-ville » Seul regret : selon eux, les Français ne parlent pas assez de langues étrangères dans la capitale de l'Europe.

Saskia et Isabel, deux lycéennes allemandes de 16 ans, attendent sous l'auvent : elles ont loupé de peu le rendez-vous avec leur car. A quelle ville ressemble Strasbourg ? Francfort, assurent-elles. La ville où elles repartent, après avoir visité la cathédrale et goûté une tarte flam-

bée. « La choucroute, c'est aussi une spécialité de chez nous ! », s'amuse leur professeur qui déplore néanmoins les « prix exorbitants pour les touristes ». Cette visite à Strasbourg était particulièrement importante pour eux : « Le matin, nous avons visité le camp du Struthof, et passé l'après-midi à Strasbourg, pour nous remettre de la visite. »

Plus loin, deux retraités sont assis sur un banc. Ils arrivent des Etats-Unis. Et font partie d'un groupe de 150 personnes qui a prolongé sa croisière sur le Rhin par une promenade au fil de l'Ill avec Batorama. « Ici, la nourriture est merveilleuse », se délectent-ils. Au menu de leur repas de midi, des rösti et une fondue

dans un restaurant... suisse. Sur le parking, un car vide est garé. Le chauffeur patient : « C'est la première fois que je viens à Strasbourg. J'attends un groupe d'étudiants bavarois en visite pour quatre jours. » Pour lui, qui aurait aimé pouvoir stationner plus longtemps afin d'accompagner son groupe en centre-ville, Strasbourg a deux points noirs : les rues à sens unique et le coût élevé de la vie. Mais après cinq heures de route, le conducteur a apprécié d'être bien accueilli sur cette aire. Une aire qui ouvre les portes de la ville à un million de touristes par an.

STEFANIE HINTZMANN
CLÉMENT LACATON

Mention très bien en science

Prix Nobel de médecine, label Initiative d'excellence : soutenus depuis par les pouvoirs publics, les secteurs de la santé et des biotechnologie.

BioValley
Le pôle de compétitivité alsacien rapproche trois types d'acteurs : entreprises, formations et recherche.

Investissements d'avenir
Enveloppe dégagée par l'Etat, d'un total de 35 milliards d'euros, dont 22 pour la recherche et l'enseignement supérieur.

Idex
L'Initiative d'excellence est un label délivré par l'Etat pour les meilleurs sites d'enseignement et de recherche. Il leur attribue des financements supplémentaires pour élever leur rayonnement international.

Labex
Les laboratoires d'excellence sont des unités de recherche qui regroupent plusieurs laboratoires autour d'un projet commun. Ils bénéficient des ressources de l'Initiative d'excellence.

Semia
L'incubateur d'entreprises strasbourgeois propose aux start-up une aide à la comptabilité, un accompagnement à la recherche de financement.

EN septembre 2011, Jules Hoffman, chercheur de l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire (IBMC), recevait le prix Nobel de médecine. En janvier dernier, l'Université de Strasbourg lançait son « Initiative d'excellence » visant à conférer une dimension mondiale à son campus à l'aide d'une dotation du gouvernement de 750 millions d'euros, dont 80 millions ont déjà été alloués à des laboratoires de recherche publique en santé.

Deux signes parmi d'autres que depuis quelques années le secteur des sciences de la vie et de la santé fait preuve d'un grand dynamisme dans la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Pour Eric Westhof, vice-président de la recherche et de la formation doctorale de l'université, ces signes tangibles de réussite sont le « *résultat d'une politique menée depuis une trentaine d'années au prix de beaucoup d'investissements humains et matériels, de la part notamment du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).* »

1991, un premier tournant

Lorsque Jean-Marie Lehn, chercheur à l'université Louis-Pasteur, reçoit le prix Nobel de chimie en 1987, le secteur des sciences médicales repose sur des initiatives déjà nombreuses mais isolées. En 1991, un premier tournant s'opère avec la création du Parc d'innovation à Illkirch. Il a pour objectif de réunir plusieurs acteurs du monde scientifique. L'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC), résultat de la fusion de deux laboratoires strasbourgeois, est le premier à s'y installer. Trois ans plus tard, l'Institut de recherche contre le cancer de l'appareil digestif (Ircad) est fondé par Jacques Marescaux, au sein des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. Cette structure privée établit ses premiers partenariats avec l'université.

A la même époque, un réseau trinational regroupe l'Alsace, le Bade-Wurtemberg en Allemagne et le nord de la Suisse, autour du développement

des sciences de la vie. BioValley trinational est la plus ancienne et la plus forte concentration d'acteurs dans ce domaine, en Europe.

En 2005, ce cluster donne naissance à un pôle de compétitivité propre à la région Alsace, BioValley Alsace. Il résulte de l'association d'entreprises, de centres de recherche et d'organismes de formation, qui établissent des partenariats pour mettre en œuvre une stratégie commune de développement. Objectif : dégager des synergies autour de projets. BioValley Alsace appartient aux 39 bons élèves ayant respecté les objectifs fixés pour l'année 2011 parmi les 71 pôles de compétitivité que compte la France.

En 2005 également, l'ancienne Université Louis Pasteur (ULP) se dote d'un service de valorisation de la recherche publique, commun avec le CNRS, l'Inserm, l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement (Enges), l'Institut national des sciences appliquées (Insa) de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace et Conectus Alsace. Le dispositif s'appuie sur les services de valorisation déjà existant. A l'heure actuelle, il a déjà supervisé 443 ententes contractuelles pour 14,4 millions d'euros, dont la moitié en sciences de la vie. Cette année, Conectus a été sélectionné pour devenir la première Société d'accélération du transfert des technologies. Elle rejoindra bientôt le parc d'innovation d'Illkirch.

Aider les start-up

Aujourd'hui, les projets fleurissent. Eric Westhof explique cette moisson par « *une excellente* » collaboration entre les organismes de recherche publique. Une synergie qui a permis à l'Université de Strasbourg de rafler de nombreux prix, assortis de financements, lors de l'appel à projet des Investissements d'avenir en 2011. Selon BioValley, Strasbourg est ainsi devenu le premier campus de santé hors Île-de-France.

Parmi ces Investissements d'avenir, l'Institut hospitalo-universitaire (IHU), centré sur la chirurgie mini-invasive, technique qui permet d'in-



Julie Russier, chercheuse à l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire (IBMC) de l'Université de Stras-

tervenir à l'intérieur du corps sans pratiquer de grandes ouvertures. Financé sur appel à projets dans le cadre du Grand emprunt, il réunit une grande partie des acteurs du secteur de la santé : l'Ircad, l'université et les hôpitaux. L'IHU s'installera aux hospices civils, pour regrouper les activités de soins, de recherche et de formation, en partenariat avec les industriels locaux. L'activité doit débuter en 2013. L'IHU devrait créer au moins 2000 nouveaux emplois hautement qualifiés, générer des revenus de 50 millions d'euros d'ici dix ans et former près de 8000 chirurgiens internationaux, selon ses promoteurs. Il s'inscrit dans le projet de « Campus des technologies médicales » en cours de développement, dont il serait le vaisseau amiral. L'ensemble s'implantera au cœur des hôpitaux universitaires et offrira un Technoparc qui pourra accueillir 35 entreprises accédant à du matériel très

spécialisé pour élaborer des prototypes. En complément, une pépinière d'entreprises, TechMed, sera installée dans les anciens haras de Strasbourg ; elle bénéficiera de la proximité de l'Ircad et des services du Nouvel hôpital civil. Les travaux, initiés en 2010, devraient s'achever cette année.

17 laboratoires d'excellence

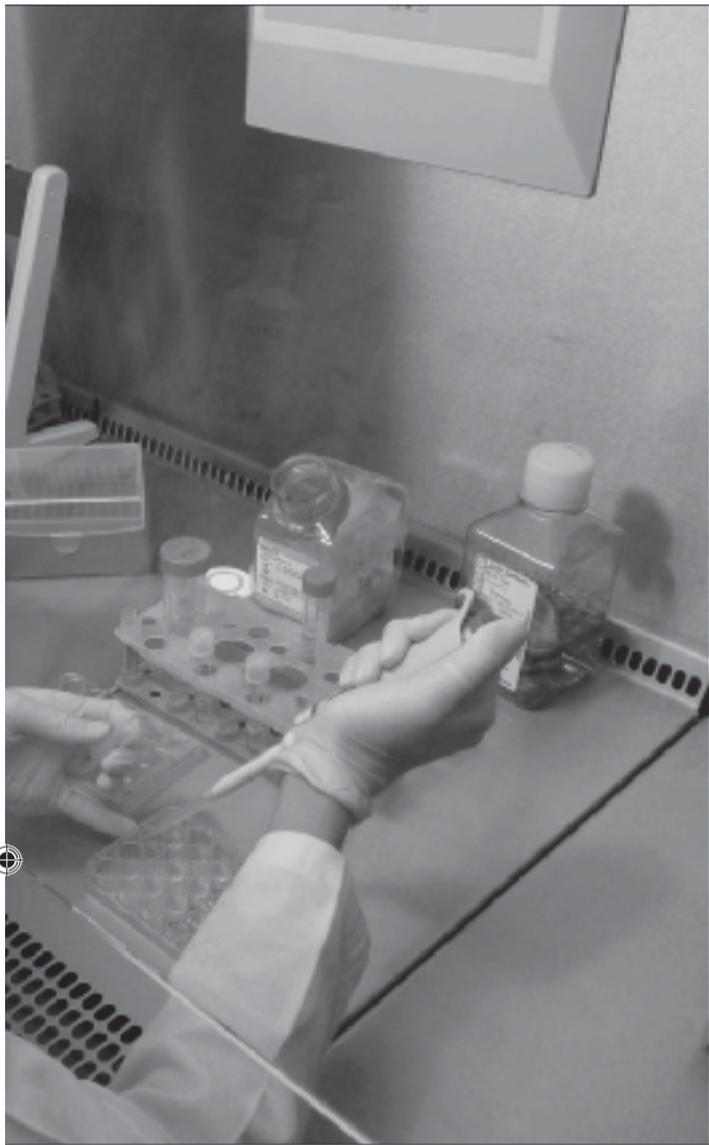
L'Université, qui réunit 24 unités de recherche en sciences de la vie et de la santé, et pas moins de 17 000 étudiants dans la filière, explique ses récents succès « *par des compétences de très haut niveau, combinées à un très grand dynamisme de ses équipes scientifiques et de ses partenaires* », selon Alain Beretz, son président. Un diagnostic confirmé par une chercheuse de Strasbourg, qui a fait ses études supérieures en Italie : « *Nous bénéficions ici d'un matériel très performant. Je pense que les fonds*

que vient d'obtenir l'Université permettront d'améliorer encore nos conditions de travail dans les laboratoires », explique Julie Russier, chercheuse à l'Université de Strasbourg.

Outre l'IHU, les Investissements d'avenir permettront aussi de financer, à hauteur de 750 millions d'euros, « l'Initiative d'excellence » portée par l'UdS. Dix-sept « Laboratoires d'excellence » strasbourgeois ont ainsi été validés par le gouvernement, dont onze dans l'UdS et six autres en partenariat avec d'autres entités de recherche. Parmi eux, Medalis, qui regroupe dix équipes réparties sur six laboratoires de Strasbourg. Il a déjà mis au point un système permettant de trouver rapidement, parmi 100 000 molécules, les quatre ou cinq qui seront les plus susceptibles de lutter contre une maladie donnée. Cette innovation sera exploitée par une start-up fondée par le chercheur qui l'a mise au point, Andrew Griffiths.

ces de la vie

epuis plusieurs décennies
ogies échappent à la crise.



Strasbourg, travaille pour un Laboratoire d'excellence.

En termes d'emplois, la CUS dénombre aujourd'hui 10 000 salariés dans le domaine de la santé et des biotechnologies. Signe d'une croissance des sciences médicales, les emplois salariés dans le secteur de la recherche et du développement scientifique ont augmenté de 4,5% en un an dans le Bas-Rhin, entre 2009 et 2010. Une hausse conséquente quand les autres domaines d'activités peinent à atteindre 1%.

Hausse des emplois salariés

Depuis 2005, Biovalley a créé 46 entreprises et 2400 emplois. L'objectif de 5000 emplois d'ici 2015 a été revu à la baisse, en raison de « l'effet crise » précise Guillaume Ebelmann, actuel directeur général de BioValley. Le secteur a encore une marge de progression : « La formation des chercheurs dans les laboratoires du site de l'Université de Strasbourg les

conduit s'ils le souhaitent, sans trop grande difficulté, à décrocher des postes dans les laboratoires privés, mais à l'échelle internationale. Nous avons la chance d'avoir un bassin riche en entreprises dans le domaine de la santé, au niveau du Rhin supérieur, mais pas de manière massive dans la CUS », déclare Jean-Marc Jeltsch, président de Conectus. Le territoire compte cependant quelques implantations industrielles majeures : Lilly, Sanofi Aventis, Transgène et Octapharma.

Pour former aux emplois de demain, le campus universitaire d'Illkirch accueillera en 2013 le projet Ease, qui compte 3000 m² de laboratoires tout équipés. Le principe de cette usine-école, associant BioValley et l'UdS, est de permettre un apprentissage dans des conditions réelles, pour les étudiants comme pour les salariés. Le projet est financé par le Conseil régional d'Alsace, la CUS, des fonds européens et industriels.

L'essor d'une jeune pousse

En sept ans, Clément Forest est passé du statut de chercheur à celui de dirigeant d'une start-up.

JEUNE thésard de l'Iria (un établissement public de recherche dédié aux sciences du numérique), Clément Forest, 28 ans est recruté en 2003 par l'Ircad (Institut de recherche sur le cancer de l'appareil digestif), un institut privé installé dans l'hôpital civil de Strasbourg.

En 2004, le jeune chercheur participe au projet de réalité virtuelle de l'institut. « Nous avons réalisé un prototype de simulateur pour former des chirurgiens », explique Clément Forest. Mais passer du prototype au développement industriel dépasse le cadre de l'Ircad. Il lui faut donc envisager de créer sa propre entreprise.

Du prototype à la production

De 2005 à 2006, Clément Forest participe à des concours. Avec succès. Il obtient plusieurs récompenses, dont le prix du concours national d'aide à la création d'entreprises innovantes en juin 2006, dans la catégorie « Émergence », et le premier prix européen des jeunes entrepreneurs en octobre 2006. « Le fait de gagner ces concours m'a permis d'obtenir de l'argent pour des formations dans le domaine de la gestion, dans l'optique de créer mon entreprise », se souvient le docteur en informatique.

En septembre 2006, c'est le début du passage à l'acte. Clément Forest reçoit l'aide de l'incubateur Semia pour parvenir à monter son entreprise, Digital Trainers. Le 14 janvier 2008, l'entreprise est créée. Alors âgé de 33 ans, il débute seul. Puis il est rejoint quatre mois plus tard par d'autres ingénieurs, certains aussi issus de l'Ircad. La start-up s'installe dans les locaux de Semia, rue Boussingault à Strasbourg, près de l'Orangerie. « Semia nous a aidé à mettre en place la comptabilité, notamment les déclarations auprès de l'Urssaf. Ce n'est pas notre métier à l'origine. »

Digital Trainers commence à voler de ses propres ailes à partir de septembre 2008. Clément Forest est maintenant directeur technique de sa « jeune pousse » spécialisée dans les simulateurs de chirurgie. Deux nouveaux employés rejoignent l'aventure en 2010. Sur les six, quatre sont originaires d'Alsace.

Dans ses propres locaux depuis 2010

La même année, Digital Trainers emménage en centre-ville, près de l'hôpital civil. « On est maintenant plus proches de l'Ircad, à une dizaine de minutes à pied. Mais on recherche des locaux encore plus près. À ce stade, c'est sur la chirurgie

de l'appareil digestif qu'on travaille, explique Clément Forest, mais on peut l'appliquer facilement à d'autres domaines, comme l'urologie ou la gynécologie. »

Un premier simulateur cette année

Un premier simulateur devrait sortir cette année. Élaboré par Digital Trainers grâce notamment aux conseils des chercheurs et chirurgiens de l'Ircad, il sera produit et vendu par le groupe industriel Karl Storz, spécialisé dans l'endoscopie. L'étape suivante consistera à se rapprocher de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU), qui doit attirer d'autres entreprises sur le site de l'ancien hôpital civil. « On travaille sur des briques de logiciels open-source (logiciels libres de droits, chacun pouvant contribuer à les améliorer, ndlr.). Ces logiciels sont très compliqués et pleins de bugs. Si on est plusieurs boîtes à travailler dessus, ce sera plus facile. »

Pour l'heure, Digital Trainers reste une « jeune entreprise innovante ». « Tant qu'on n'aura pas de modèle économique stable et qu'on fera surtout de l'investissement, on restera une start-up », admet Clément Forest. Puis il glisse en souriant : « On ne le sera plus quand on n'aura plus de canapés dans les locaux. »



Guillaume Brocker, développeur chez Digital Trainers, devant un simulateur de chirurgie.

Promenade de santé à Illkirch

Depuis le début des années 1990, le Parc d'innovation d'Illkirch accueille laboratoires, entreprises et instituts spécialisés dans la recherche.

C'EST une vaste étendue au milieu des champs, au sud d'Illkirch. Des dizaines de bâtiments en verre donnent une impression délibérée de modernité. Imaginé en 1983 sous l'impulsion de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), le Parc d'innovation, créé sur le modèle américain de la Silicon Valley, attire depuis vingt ans des entreprises spécialisées dans la recherche et le développement.

Si traverser la zone à pied s'avère délicat, de nombreux bancs et pelouses viennent agrémenter les déambulations des employés du site. Plusieurs espaces de détente sont prévus dans ce complexe : outre un hôtel quatre-étoiles et cinq restaurants, un club de fitness et même une crèche de quarante places font partie de la panoplie des équipements proposés par le Parc.

87 entreprises sont aujourd'hui implantées sur les 170 hectares de la rotonde découpée en une quinzaine de zones, baptisées Les Algorithmes, Les Intégrales, ou encore Les Scientifiques. Sur les 7000 personnes présentes sur le site, le Parc compte quelque 1500 chercheurs, et plus de 2500 étudiants. Avec 50% des emplois, le secteur dominant est celui des sciences de la vie.

Un vaisseau amiral parmi l'armada

Dès l'entrée du Parc, au nord, en empruntant une allée vers l'ouest, le visiteur découvre une esplanade, agrémentée d'un plan d'eau bordé de pelouses et de grands arbres, qui mène à un impressionnant bâtiment de verre et de béton. Son toit d'un blanc immaculé rappelle un livre ouvert. Depuis les années 1990, l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC) s'affiche comme le vaisseau amiral de l'armada d'instituts et d'entreprises installés dans le Parc d'innovation d'Illkirch : 750 personnes travaillent dans l'institut, qui compte 47 équipes de recherche réparties dans 27 000 m² de laboratoires.

L'IGBMC développe des services scientifiques et des plateformes technologiques de pointe pour une utilisation interne, ou ouverte à la communauté scientifique extérieure. L'objectif de l'institut est de développer la recherche transdisciplinaire au croisement de la biologie, la biochimie, la physique et la



L'IGBMC a été fondé par Pierre Chambon, professeur émérite de l'université de Strasbourg et prix Lasker 2004.

médecine, mais également d'attirer les étudiants du monde entier par une offre de formation de très haut niveau dans le domaine des sciences biomédicales.

Quelques dizaines de mètres plus loin, une grue de chantier sépare l'IGBMC d'un haut bâtiment blanc, rayé de rangées de vitres bleutées : l'Institut clinique de la souris (ICS). Ici on effectue de la recherche fondamentale, biomédicale et pharmaceutique sur des rongeurs. L'institut propose ses prestations à l'ensemble de la communauté scientifique, académique et industrielle.

Quant au chantier débuté en février 2012, il devrait faire surgir de terre, en septembre 2013, le Centre de biologie intégrative et l'Hôtel des plateformes. Ces deux structures financées par la Région, l'Université et le CNRS abriteront des laboratoires régionaux de recherche publique. Budget global du chantier : 11 millions d'euros.

Un générateur d'emplois

Trois cents mètres plus au sud se trouve l'École supérieure de biotechnologie de Strasbourg (ESBS). Sise dans un édifice qui évoque une soucoupe plantée sur pilotis au milieu d'un parvis de dalles grises, l'ESBS accueille des étudiants français, suisses et allemands. C'est aussi

dans ce bâtiment qu'est installé aujourd'hui l'incubateur Semia : depuis sa création en 2000, 70 entreprises innovantes y sont passées, créant directement 500 emplois.

Semia se trouve à la croisée des deux mondes qui cohabitent dans le Parc d'innovation : l'incubateur aide les chercheurs en biotechnologie, généralement issus du monde universitaire, à créer leur société pour développer des projets innovants.

Le contingent des entreprises

À droite du boulevard Sébastien Brant, on trouve par exemple Pharm Intell, une société spécialisée dans le conseil pharmaceutique. Accurate Poly Services travaille dans l'étalonnage et la maintenance d'instruments de mesure des laboratoires.

Quant au laboratoire Chemtox, il a développé l'analyse toxicologique de tissus biologiques. Parmi les noms étranges qui défilent sous les yeux du visiteur, surgissent aussi des logos plus connus : les laboratoires homéopathiques Boiron ou Quintiles, un spécialiste de la recherche clinique. Ces deux entreprises se trouvent de part et d'autre de l'hôtel Holliday Inn, situé quasiment au centre de la rotonde.

Mais ce sont surtout les start-up, jeunes entreprises innovantes à fort potentiel de développement,

qui constituent le gros des bataillons actifs sur le Parc. Petites en taille mais très performantes, elles se chargent surtout de la recherche, la production s'effectuant souvent de l'autre côté de la frontière : en Allemagne ou en Suisse. Ce sont elles qui passent généralement par la « case Semia » avant de s'installer dans les bureaux ou les laboratoires du Parc.

Un promoteur ambitieux

Dès l'origine du projet, la CUS a confié l'exploitation immobilière du Parc à la SERS, Société d'aménagement et d'équipement de la Région de Strasbourg. Vingt ans plus tard, en 2004, le duo a développé un projet immobilier pour accueillir les entreprises spécialisées dans la recherche sur les sciences du vivant : le Bioparc. C'est le dernier « quartier », situé tout au sud du Parc, au bord des champs et du bois d'Illkirch-Graffenstaden.

Aujourd'hui, les deux bâtiments de plain-pied qui forment le premier Bioparc affichent complet, occupés par sept sociétés qui emploient au total 150 personnes.

Des ouvriers s'activent sur le chantier d'un troisième bâtiment : un édifice de quatre étages recouvert d'échafaudages. Il devrait accueillir dès septembre prochain huit sociétés auxquelles il fournira des équipements adaptés

« pour répondre à la demande de jeunes entreprises de biotechnologie », selon la SERS, qui coordonne le projet. Les laboratoires seront sécurisés et le bâtiment abritera un bunker à solvants d'une trentaine de boxes, dont un pour produits extrêmement inflammables. Pour l'instant, un seul laboratoire déjà présent dans le Parc a répondu au projet. Dans un laboratoire voisin, la démarche de la SERS semble prématurée. Selon une employée « il conviendrait d'abord de s'assurer des futurs locataires avant de construire de nouveaux bâtiments ultra-modernes ».

En outre, certains regrettent que le Parc continue à s'étendre alors que plusieurs locaux sont pour l'heure inoccupés, notamment dans la partie originelle du complexe, au nord. Pour Matthieu Berg, chef de projet à la SERS, « ces zones vides ne répondent pas au cahier des charges des entreprises innovantes. Il est souvent plus compliqué de transformer d'anciens locaux que d'en construire des nouveaux », conclue-t-il.

En janvier 2012, la SERS faisait le constat suivant : sur les 130 hectares de terrains cessibles, seuls 55 étaient commercialisés. Les panneaux rouges qui proposent des milliers de mètres carrés montrent qu'il y a encore beaucoup d'espace à investir avant que cette Silicon Valley à la française tiennent toutes ses promesses.

DOSSIER
RÉALISÉ PAR :
BAPTISTE COGITORE,
MARIE GESQUIÈRE,
CHLOÉ MAHIER,
DAVID METREAU

Rues sans voix

Au nom de la démocratie participative, les habitants de Hautepierre étaient invités à choisir des noms de rues. Sans grande participation.

DONNER aux habitants de Hautepierre un droit de regard sur les noms des nouvelles rues. C'était la noble idée initiée par la municipalité en vertu de la démocratie participative.

D'ordinaire, la commission de dénomination des rues décide seule des noms de lieux, avant la validation définitive du conseil municipal. Mais pour la trentaine de nouvelles plaques qui seront installées dans des rues, allées, chemins, squares et parcs en cours d'aménagement à Hautepierre dans le cadre du projet de rénovation urbaine (PRU) de Hautepierre, la Ville de Strasbourg a souhaité associer les habitants. 1800 résidents étaient concernés par la procédure qui a vu adopter Peter Pan, Le Petit Prince, Robin des Bois, Marie Hart, Alfred de Musset ou encore Léopold Sédar Senghor en conseil municipal le 16 avril dernier. Ces noms seront apposés entre août prochain et 2014 dans les îlots d'habitations (ou mailles) Jacqueline, Catherine et Karine, à Hautepierre.

La tenue de 13 réunions publiques a permis aux habitants d'être « *acteurs dans ce processus* » de dénomination, affirme Lucie Moreau, directrice du PRU à la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS).

« Faire remonter les voix des habitants »

La principale association culturelle du quartier, Horizome, s'est chargée de ce travail. A partir de l'été 2010, elle a sillonné les trois mailles – écoles, bibliothèques, espaces publics – pour recueillir la mémoire vivante des lieux et capter l'esprit du quartier : souvenirs, anecdotes, pratiques, symboles, usages... La municipalité a financé Horizome à hauteur de 8000 euros pour ce travail. « *L'idée était de faire remonter les voix des habitants* », explique Hélène Bootz, scénographe et plasticienne membre de l'association.

A partir de ce travail de terrain, la commission de dénomination a proposé des noms de lieux aux habitants. Durant l'été 2011, tous les foyers du quartier ont reçu un livret d'une soixantaine de pages listant trois noms possibles pour chaque lieu, ainsi qu'une présentation de chaque personnalité proposée. Leur point commun : l'univers littéraire, déjà présent sur de nombreux panneaux



Seulement 1% des Hautepierrois ont participé au vote pour le changement des noms des rues.

du quartier. Alfred de Musset côtoie ainsi le dramaturge algérien Yacine Kateb, Peter Pan se retrouve face à Hansel et Gretel, et Sheherazade, héroïne des *Mille et une nuits*, face à Marianne, la fiancée de Robin des Bois. À chaque maille sa thématique : pour Jacqueline le voyage et l'aventure humaine, pour Catherine le conte, et pour Karine la poésie.

Enfin, le 8 novembre 2011, à l'issue d'une réunion publique au centre socioculturel Le Galet, les habitants de Hautepierre ont voté. Une urne par maille. Tous pouvaient participer, sans conditions d'âge ou de résidence dans les trois mailles concernées. Jack London a par exemple été préféré à Ernest Hemingway et Théophile Gautier pour une allée de la maille Jacqueline.

Mais les riverains n'ont pu « que » choisir parmi les noms déjà imposés. Des choix entérinés ensuite par la commission de dénomination, puis par le conseil municipal.

Infime participation

Ambitieux, ce programme est pourtant la cible de nombreuses critiques. Certains doutent de sa pertinence. Fabienne Keller (UMP) parle de « *noms au rabais* » évoquant « *Disneyland* » et même une « *sous culture* ». La municipalité socialiste défend l'esprit de concertation et s'enorgueillit d'une « *dé-*

marche unique en France ». Pourtant, le succès escompté n'est pas au rendez-vous. Sur 15 000 habitants, 150 seulement ont participé au vote. Soit 1% des Hautepierrois. « *Bien sûr qu'on espérait davantage, mais on ne peut pas forcer les gens à aller voter* », justifie Serge Oehler, l'adjoint au maire (PS), en charge du quartier.

Impossible, par ailleurs, d'identifier l'« électeur-type » du 8 novembre, une simple liste d'émargement (non obligatoire et confidentielle) laissant trace de la consultation. Cette infime participation illustre l'indifférence de la plupart des résidents. Hélène Bootz le regrette : « *Ce sont toujours les mêmes gens que l'on voit* ».

Parmi les rares habitants informés de cette initiative, les critiques fusent. « *La consultation aurait dû prendre plus de temps et bénéficier de plus de moyens. Ici, on n'a rien fait pendant des années, et d'un seul coup il y a plein de changements* », déplore l'anthropologue Barbara Morovich, membre de l'association Horizome. « *Cette consultation a été sabrée* », estime Geneviève Manka, Hautepierroise s'appêtant à monter une association de défense des riverains dans le contexte du PRU. « *Ils nous imposent des travaux lourds, alors les noms, dans tout ça, c'est un détail* », explique-t-elle, malgré sa participation au vote.

Par ailleurs, les onyomes sont loin d'être au cœur des

préoccupations. Le 10 mai dernier, une réunion publique d'information sur l'avancée des travaux s'est tenue au Galet. Les habitants ont préféré parler d'autres problèmes : coupures d'eau, absence d'éclairage nocturne, risques pour les enfants liés à la circulation, chantiers aux abords des écoles...

Face à toutes ces difficultés, les changements de noms « *c'est de la connerie* », lance une personne âgée. « *Les noms sont sympas, mais il faut que les gens se repèrent, moi ça fait 15 ans que je suis là, et c'est encore difficile* », plaide Marina Ilic, 40 ans.

« Assumer leurs choix »

La réaction des riverains contraste avec le discours des représentants de la Ville. Brigitte Gadouleau, de la commission de dénomination, évoque « *un travail considérable : ça nous a pris un an et demi* », explique-t-elle.

Et d'ajouter que « *c'est aussi la possibilité pour les gens de s'impliquer et d'assumer leurs choix* ».

Ahmed, venu à la dernière réunion de quartier avec ses deux enfants, est l'un des rares riverains dressant un bilan positif de l'initiative de la mairie : « *Je trouve ça bien qu'on puisse s'exprimer, en plus il y a des noms qui plaisent aux enfants* ».

D'autre part, la municipalité a voulu féminiser les plaques hautepierroises. Les rues de Strasbourg comportant 806 noms masculins, contre 105 pour les femmes, l'objectif était de « *rétablir un certain équilibre* », explique Brigitte Gadouleau.

Ainsi, sur les trois noms proposés par rue ou place, l'un, au moins, devait être celui d'une personnalité féminine. Démarche novatrice. Mais avec seulement huit noms de femmes adoptés, le résultat est là encore mitigé.

RAPHAËL BADACHE
CLÉMENT LACATON

LA COMMISSION DE DENOMINATION DES RUES

Créée en 1873, la commission regroupe 63 membres : 8 élus (nommés), les adjoints de quartiers, les directions de proximité, 12 « experts » (historiens, journalistes, professeurs d'université, archivistes, conservateurs...), et 7 partenaires extérieurs (police, pompiers, La Poste...).

Elle se réunit une à deux fois par an et sa mission est de choisir les noms de rues avant qu'ils soient adoptés en conseil municipal. Tout le monde peut proposer des noms à la commission. Ces derniers doivent avoir un rapport avec la ville de Strasbourg, mais pour Hautepierre, les « experts » se sont accordés plus de liberté.

Un appétit d'orgue

Installée à Cronenbourg depuis 1953, la maison Kern fabrique des orgues vendus dans le monde entier. Une renommée à la hauteur de son art.



ANASTASIA SEDUKHINA/CUEJ

Daniel Kern devant un orgue commandé par un théâtre russe : « Nous sommes en train de le tester, avant de l'exporter et de l'installer sur place », souligne l'artisan.

EN plein cœur de Cronenbourg, à deux pas de l'ancienne brasserie, se trouve une perle de l'artisanat : la Maison Kern.

En passant devant le 23 rue Jacob, nul ne peut se douter que derrière ce petit immeuble, en tous points semblable à ceux d'à côté, se trouve l'une des manufactures d'orgues les plus renommées en France et dans le monde. Dès que l'on franchit les portes aux vitres opaques pour pénétrer dans la cour, on entend résonner les premières notes.

Une affaire de famille

Fondée par Alfred Kern en 1953, reprise par son fils Daniel en 1977, la manufacture occupe toujours la même adresse. L'immeuble en façade abrite les bureaux. Dans la cour, se trouve l'atelier de 2500m². Une dizaine d'artisans y sont aujourd'hui employés. Ils sont deux fois plus nombreux qu'aux débuts de l'entreprise.

La maison Kern emploie aussi des jeunes en apprentissage. Certains sont même les enfants d'anciens apprentis. « La facture d'orgue est le genre de métier qui se transmet de père en fils », ex-

plique Daniel Kern qui a tout appris avec son propre père.

Depuis soixante ans, rien n'a changé, ou presque, dans les techniques de conception. La fabrication d'orgues est un travail précis, minutieux et artistique, « comme celui d'un vrai cuisinier », précise Daniel Kern. Une « cuisine » qui prend en moyenne deux ans par instrument.

De la menuiserie des buffets au façonnage des tuyaux, tout est entièrement artisanal. « Avec l'arrivée des nouvelles technologies, nous avons été obligés de nous mettre à la page », précise Daniel Kern. Désormais, les plans sont conçus par ordinateur. Notre ingénieur, Jean-Jacques Guénégo, prend en charge cette partie du travail. »

Au rez-de-chaussée, les ateliers destinés à la menuiserie sont encombrés par des machines et des planches de bois. Dans une grande et haute salle, trône un orgue d'une dizaine de mètres (photo ci-dessus). Quasiment terminé, il sera prochainement acheminé vers sa destination finale : le théâtre de Yoshkar-Ola, en Russie.

Les théâtres fixent les dates de l'installation très en avance, donc chaque étape de la construction est chronométrée. Mais le

travail ne s'achève pas à Cronenbourg.

Dès que l'orgue est fin prêt, son créateur se rend sur le lieu de l'implantation avec ses employés pour installer le colosse de bois et de métal, composé de milliers de tuyaux. Il y reste souvent pendant plusieurs mois.

Les petites pièces de l'étage sont réservées à la fabrique des tuyaux. François Bianchi et Eric Ernst s'occupent de fondre les copeaux de plomb et d'étain. Un travail qui nécessite une grande précision : le mélange et les proportions utilisées détermineront la sonorité grave ou aiguë du tuyau. Des règles graduées sont suspendues aux murs. Chacune d'elles correspond à la taille des différents tuyaux. Une fois la forme réalisée, Manuel Sturny taille la fente et le biseau. Il en teste ensuite l'harmonie sur une console.

Un vivier alsacien

Petite entreprise familiale vouée, à l'origine, à la construction et à la restauration d'orgues alsaciennes, la maison Kern est aujourd'hui connue dans le monde entier. « Avec son très grand nombre d'églises, dû à la présence des deux religions,

catholique et protestante, l'Alsace était à l'époque une région propice pour l'orgue », rappelle Daniel Kern.

Il y a à peine quelques dizaines d'années, Strasbourg comptait jusqu'à quatre manufactures, dont deux à Cronenbourg.

Nostalgie et réalités commerciales

Le dernier concurrent de la maison Kern, Muhleisen, a déménagé à Eschau il y a deux ans, afin de disposer de locaux plus grands et plus modernes. Ce n'est pas le cas de la maison Kern : « On aurait pu avoir un bâtiment plus grand et mieux adapté, car nous sommes un peu à l'étroit ici », avoue Daniel Kern. Mais la facture d'orgue n'est pas une industrie. C'est d'abord un métier d'art. J'aime Cronenbourg. Ma famille est ici depuis trois générations, donc on y reste. »

L'orgue du quartier, à l'église Saint-Antoine, a d'ailleurs été fabriqué par la maison Kern. Construit par Alfred Kern, il fêtera bientôt ses quarante ans. « C'est l'orgue qui m'a vu grandir et évoluer musicalement », raconte avec émotion l'organiste Christian Klipfel, qui a joué à Saint-Antoine pendant 35 ans.

Cependant, la baisse des commandes françaises a obligé la manufacture à chercher des clients plus loin. Après un premier chantier aux États-Unis en 1975, la maison Kern a décroché de nombreux contrats à l'étranger. Au Japon et en Allemagne, notamment à Dresde, avec le prestigieux orgue de la nouvelle Frauenkirche.

Depuis deux ans, elle exporte aussi vers la Russie, pour laquelle elle a déjà construit l'orgue du célèbre théâtre Mariinsky, à Saint-Petersbourg. Aujourd'hui, l'export représente plus de 80% de l'activité de la manufacture.

Daniel Kern ne s'expose pas et n'a jamais aspiré à la célébrité. Pourtant, depuis le début de son succès mondial, le nombre de ses admirateurs ne cesse d'augmenter. Il y a une vingtaine d'années déjà, les amateurs de musique d'orgue venaient frapper à la porte de sa maison, mitoyenne de l'atelier, « même les samedis soirs et dimanches matins ». Pour plus d'intimité, Daniel Kern a déménagé. Mais il reçoit toujours des lettres ou des appels de remerciement sur son lieu de travail.

JULIE LARDON
ANASTASIA SEDUKHINA

Le bike-polo à l'étroit

Point de ralliement des joueurs de bike-polo, le terrain de street-hockey de Lingolsheim ne satisfait pas totalement ses usagers.

Aufond du skate park de Lingolsheim, rue Graffenstaden, le terrain de street-hockey est devenu depuis presque quatre ans le point de ralliement des joueurs de l'association Strasbourg bike-polo. « A la fin de l'hiver, on est venu pour rejouer sauf qu'il nous a fallu tout un week-end pour nettoyer le terrain », raconte Julien Breda, le trésorier de l'association. La faute aux cloisons basses qui délimitent l'aire de jeu de 700 mètres carrés et la transforment en prison pour feuilles mortes, canettes, mégots et bouts de verre. Avec seulement deux balais, qu'ils auraient bien échangé contre leurs crosses, les joueurs de bike-polo ont goûté au mythe de Sisyphe version technicien de surface.

Un lieu choisi par défaut

Créée en 2010, l'association Strasbourg bike-polo compte une quinzaine de membres. Venu des quatre coins de la CUS, ils travaillent comme architectes, commerciaux ou techniciens en pharmacie et sont passionnés par ce sport qui surfe sur la mode des vélos à pignon fixe.

Des petits buts sont disposés de part et d'autre du



Le manque de structuration du bike-polo le condamne à rester en marge des institutions et des subventions.

terrain. Deux équipes de trois joueurs s'affrontent. La première qui marque cinq points ou qui arrive en tête au terme de 10 minutes de jeu remporte la partie. Une crosse à la main, l'autre sur le frein, les joueurs sont vite en déséquilibre et jamais très loin de la gamelle. Lorsqu'un joueur pose le pied à terre, il doit aller toucher une des deux cloches disposées de part et d'autre de la ligne médiane. Idem s'il commet un acte d'anti-jeu ou dangereux pour les autres.

Les mordus de bike-polo se retrouvent presque toujours au skate park de Lingolsheim. Un choix « par

défaut », raconte Cyrille Steydli, président de l'association. Seul site de la CUS doté de buts adaptés et d'une enceinte cloisonnée empêchant la balle de sortir, il est gratuit et en libre-accès. « Mais le bitume est hyper abrasif », ce qui contraint à changer régulièrement de pneus, explique Cyrille Steydli. « Les racines des arbres à côté ont commencé à déformer le sol » et un des coins du terrain est régulièrement inondé, puis couvert de boue. Il faut aussi le partager avec les autres sports, street-hockey et football, surtout les week-ends ensoleillés où chacun doit atten-

dre son tour pour jouer.

L'association rêve d'un espace spécialement dédié. Avec un accès réglementé et, au moins, un entretien régulier pour le terrain de Lingolsheim. Le service technique de la mairie déclare nettoyer le skate park deux fois par semaine et n'avoir reçu aucune réclamation particulière pour le terrain de street-hockey.

Fin de non-recevoir de la CUS

Dans leurs démarches pour obtenir une infrastructure propre, les joueurs de bike-polo se heurtent pour

l'instant à une fin de non-recevoir alors que la politique de la CUS est fondée sur le soutien aux milieux sportifs associatifs et amateurs. « La première fois qu'on est allés voir la CUS pour un terrain, on nous a demandé si on avait le statut d'association loi 1901. Maintenant que c'est le cas, on nous demande à quelle fédération on appartient », précise Julien Breda, trésorier de Strasbourg bike-polo. Pour l'instant à aucune.

On risque donc de croiser pendant encore un temps les joueurs bike-polo sur le bitume de Lingolsheim.

MAXIME COLTIER

Erratum

Suite à la publication de l'article « Un conflit épineux » relatif à l'implantation du futur éco-quartier Jean Monnet à Eckbolsheim dans le numéro 121 de *Viva Cité*, le président de la Communauté urbaine de Strasbourg nous informe que Mme Brignon conteste les propos qui lui sont prêtés. La rédaction de *Viva Cité* en prend acte et regrette ce malentendu.

Le village d'Oberschaeffolsheim se divise entre partisans et opposants d'un contournement routier. Il y a vingt ans, le projet faisait pourtant consensus.

LE CONTOURNEMENT FAIT TOURNER LES TÊTES

La polémique s'affiche dans tout le village. Une dizaine de panneaux devant les maisons, le long de la rue du Général de Gaulle, route principale d'Oberschaeffolsheim, montrent un village divisé. « NON au COW » pour les uns, « OUI au COW » pour les autres. Pourtant, pendant près de 20 ans, les villageois de l'agglomération l'ont unanimement réclamé, ce Contournement Oberschaeffolsheim-Wolfisheim (COW). Mais en 2008, l'opinion publique se retourne contre le tracé choisi. Depuis octobre 2011, Transroute, entreprise spécialisée dans les travaux publics, démarre le chantier qui s'achèvera au premier semestre 2013. Les automobilistes éviteront le village par le nord et rejoindront l'A351 directement via une route de 2,9 kilomètres. « Depuis 1992, les équipes municipales ont travaillé sur ce projet. La route principale est très étroite et 1400 véhicules l'empruntent tous les jours, dont 280 semi-remorques de la tuilerie d'Achenheim », rappelle Eddie Erb, maire sans

étiquette d'Oberschaeffolsheim. Du matin au soir, le bruit perturbe les riverains de la rue principale. « Ce sont des nuisances infernales. Tous ceux qui y habitent prennent des médicaments. Les gens dépriment, sont stressés et ont des problèmes de santé », raconte un villageois, propriétaire d'une maison bordant la rue du Général de Gaulle. Pourtant, d'autres voix s'élèvent : le COW ne serait pas nécessaire. « Il faudrait un autre tracé, qui éviterait également l'ensemble scolaire d'Achenheim », estime un villageois, propriétaire d'une maison de la rue principale. « Il y aura trois routes parallèles sur deux-trois kilomètres (la RN4, la route reliant Oberschaeffolsheim à Wolfisheim et le contournement, ndlr). C'est n'importe quoi ! », ajoute Christian Ehrhart, horticulteur dans le village. Thomas Muller, qui s'est présenté aux élections municipales en 2008, est le fer de lance du mouvement d'opposition au COW. Les habitants ont, selon lui, pris tardivement connaissance du tracé qu'il juge gourmand en terres agricoles.

Les principaux opposants sont d'ailleurs des propriétaires terriens d'Oberschaeffolsheim. « Le COW coupe notre parcelle en deux et nous ne pouvons plus cultiver comme avant », confirme Marie-Louise Kuntz, propriétaire de terres agricoles. « Qui est contre ? Ce sont les paysans à qui on a pris un bout de terrain. Mais l'Etat l'a payé, ce bout de terrain ! », s'exclame Giuseppe Landolfo, gestionnaire du restaurant La Traviata, sur la rue du Général de Gaulle. En fait, les agriculteurs n'ont pas encore touché les sommes dues. Selon Thomas Muller, le petit commerce risque également de mourir. Une vendeuse du Touch' à fleurs craint pour le magasin. « Les véhicules ne passeront plus par ici, les gens iront plus loin et feront ce qui est le plus pratique pour eux. » Au tabac-presse rue du Général de Gaulle, on veut prendre les choses de manière positive : « C'est possible qu'il y ait une baisse de fréquentation, mais c'est à voir dans les années à venir. » **A l'origine de cette zizanie**, la pétition de 2008 lancée au lende-

main des élections municipales par Thomas Muller. Elle a recueilli 1400 signatures, environ trois-quarts des villageois. Selon Eddie Erb, la pétition n'était pas claire. « On a fait signer les gens sans leur expliquer les conséquences de cette signature, sans qu'ils sachent ce qu'était une pétition contre le COW. » Une réunion publique a été ensuite organisée par la mairie et plusieurs habitants ont retiré leur signature de la pétition, selon le maire. Des accusations que récuse Thomas Muller. D'après lui, personne n'est venu retirer son nom de la pétition, déposée à la préfecture et à la mairie. Malgré les protestations, des engins s'affairent sur le chantier de la RD45 « Les travaux ont déjà commencé, regrette Thomas Muller. Il n'y a plus rien à faire, mais les affiches restent quand même. » Des affiches un peu agaçantes pour le maire. Eddie Erb aimerait faire cesser la grogne en appliquant aux panneaux réclamant la fin du COW... une taxe sur les panneaux publicitaires !

STEFANIE HINTZMANN
PAULINE HOFMANN

Imprenable bastion

Ancienne caserne fortifiée, le Bastion 14 abrite les ateliers d'une cinquantaine d'artistes où le public est rarement admis.

RUE du Rempart, dans un bâtiment aux allures de blockhaus, sont installés une cinquantaine d'artistes, généralement coupés du reste de Strasbourg par la large porte de fer verrouillée. Grâce à l'association Accélérateurs de particules, tout un chacun peut, deux week-ends par an, pousser la grille du Bastion 14 qui regroupe la vingtaine d'ateliers partagés entre graveurs, illustrateurs, architectes, designers et plasticiens, pour la plupart tout droit sortis des arts déco.

Encastrée dans la butte qui longe le fossé des Remparts, l'ancienne caserne de grès rose court sur une centaine de mètres où se juxtaposent les ateliers.

Construit par les Prussiens peu après la défaite du Second empire de 1871, le bastion a appartenu à l'armée jusqu'en 2001. Il abritait un centre de transmission. Le long du couloir sans fenêtres, un vieux plan d'évacuation encore accroché au mur de béton froid en témoigne.

Les ateliers donnent tous sur la grande cour grillagée, où un auvent réalisé par des designers du Bastion avoisine des jouets d'enfants et quelques chaises laissées là.

Un potentiel inexploité

Au moindre événement, le public se déplace en nombre au Bastion 14. Au vernissage de la treizième édition des Ateliers ouverts, début mai, les organisateurs ont compté environ 1700 personnes venues danser dans la cour, sur le gravier et les touffes d'herbe folle, mais



Pendant les Ateliers ouverts, début mai, le public est venu nombreux investir la cour du Bastion.

pas dans les ateliers. Preuve que le public attend plus de ce lieu « qui focalise l'attention », selon la direction de la culture de la Ville.

Pour la plasticienne Lucie Guillemain, le Bastion, « à la croisée des chemins, pourrait être un endroit de rencontres pour des publics très différents ». Voisin des Restos du cœur, à côté de Cronembourg et à proximité du centre-ville, il pourrait servir de point central de la culture strasbourgeoise. La plasticienne rêve d'un lieu aussi actif que la Semencerie, autre atelier voisin de la rue du Ban de la Roche, qui organise de nombreuses manifestations tout au long de l'année.

Nulle part ailleurs à Strasbourg n'existe une telle concentration d'artistes aux

compétences si diverses. Cependant, il s'agit davantage d'une cohabitation subie que d'une réelle mise en commun des talents de chacun.

Les anciennes douches de la casemate abritent aujourd'hui une cuisine commune, seul endroit où les créateurs se retrouvent pour partager un café et discuter. Une installation nouvelle réclamée par les résidents qui se trouvaient un peu cloisonnés dans leurs ateliers : de grandes pièces au plafond voûté d'une quarantaine de mètres carrés, avec des barreaux aux fenêtres.

Mathieu Boisadan, le co-directeur artistique de l'association Accélérateurs de particules, à l'origine des Ateliers ouverts, avait envisagé, à l'époque où il avait ses quartiers au Bastion 14, « un espace où les artistes pourraient inviter des amis ou des collectionneurs, pour qu'un dialogue puisse se construire ». À l'heure actuelle, les artistes n'ont, en théorie, pas l'autorisation d'accueillir quiconque à l'intérieur des murs épais de l'ancienne caserne. Et ils sont nombreux à le regretter.

Respecter les temps de travail

Pourtant, une ouverture au public permanente ne leur conviendrait pas non plus. « Il ne faut pas que ça devienne une sorte de foire de Barnum, de freaks show », estime Mathieu Boisadan. Pour les services de la Ville de Strasbourg qui s'occu-

pent de gérer le lieu, il est essentiel de respecter le temps de travail au sein des ateliers. « C'est tout de même agréable de savoir que nos travaux et notre matériel sont en sécurité », confie Myriam Colin, artiste au Bastion.

De toute manière, le bâtiment lui-même, vieux de 150 ans, pose problème. Impossible d'accueillir de manière permanente des visiteurs : il faudrait pour cela que le Bastion soit classé en ERP (Établissement recevant du public). Les normes de sécurité et d'accessibilité obligatoires demanderaient un investissement financier considérable et actuellement non envisageable pour la Ville.

Un manque de dynamisme

Restent les voies détournées pour recevoir de temps en temps du public en ce lieu et « mettre en valeur ce patrimoine architectural et culturel » qu'est le Bastion 14, selon le plasticien Mathieu Boisadan. Organiser des événements ponctuels est possible grâce à une astuce procédurale. Accélérateurs de particules prend alors la responsabilité de faire venir les Strasbourgeois dans l'ancienne caserne militaire, avec le soutien des services culturels de Strasbourg.

Il y a deux ans, le Bastion 14 avait accueilli une soirée de mixes de DJ, expositions et performances dans le cadre de St'art, la foire d'art contemporain de Strasbourg. Un échec en terme d'affluence, à

la différence des Ateliers ouverts. « Mais cela ne doit pas nous arrêter », déclare-t-on à la direction de la culture, qui semble tout de même un peu refroidie par ce loupé.

Manque aussi une véritable synergie entre les artistes, nécessaire à la dynamisation du lieu. Le règlement en vigueur depuis 2003 interdit d'inviter du monde ou d'organiser des expositions publiques. Le transgresser reviendrait, selon les artistes, à compromettre le renouvellement de leur bail. Et pour un loyer de 50 euros par mois, les artistes ne veulent pas risquer leur place au Bastion.

La durée de résidence des artistes ne pousse pas non plus à l'initiative, selon Mathieu Boisadan. « Avec un bail de deux ans renouvelable une seule fois, on ne peut rester que quatre ans, au grand maximum. L'espace ne nous appartient pas, donc on n'a pas forcément l'énergie et le temps de s'investir pour un lieu que l'on va quitter, au final, un ou deux ans plus tard... »

Au-delà, il y a un véritable manque de moyens humains et financiers. La Ville n'est pas réfractaire à l'idée de développer de nouveaux événements. Mais cela impliquerait « une grosse organisation et les énergies manquent ». En attendant, le Bastion 14 reste la vitrine d'une ville qui bichonne ses artistes, un point urbain névralgique. D'autres ateliers municipaux sont aujourd'hui dans les cartons.

PAULINE HOFMANN

VIVA CITÉ

CENTRE UNIVERSITAIRE
D'ENSEIGNEMENT DU
JOURNALISME -
UNIVERSITÉ DE
STRASBOURG
11, RUE DU MARÉCHAL JUN
CS 10068 - 67046
STRASBOURG CEDEX
TÉL. : 03 68 85 83 00
FAX : 03 68 85 85 74
E-MAIL :
scola@cuej.unistra.fr
WEB :
http://cuej.unistra.fr
http://cuej.info

DIRECTRICE DE PUBLICATION :

NICOLE GAUTHIER.

ENCADREMENT :

THOMAS CALINON, CATHERINE
DAUDENHAN, ALAIN PETER,
FRED VAIRETTY.

RÉDACTEUR EN CHEF :

Mélina Facchin

RESPONSABLE PHOTOS :

Baptiste Cogitore

PHOTO DE UNE :

Baptiste Cogitore

RÉALISATION :

Raphaël Badache,
Baptiste Cogitore,
Maxime Coltier, Rémy
Dodet, Mélina Facchin,
Marie Gesquière,
Stéphanie Hintzmann,
Pauline Hofmann,
Antoine Izambard,
Clément Lacaton, Julie
Lardon, Chloé Mahier,
Aude Malaret, David
Métreau, Anastasia
Sedukhina

SUPPLÉMENT NEWS D'ILL,

numéro ISSN

0996-9624

IMPRESSION :

Gyss, Obernai



La mise aux normes de sécurité du Bastion pour recevoir du public n'est pas envisagée par la municipalité.

PAULINE HOFMANN / CUEJ